



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques  
environnementaux

IC n° 2018/0081  
LM

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement  
Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006, autorisant le GAEC DES BOSCHIAUX à exploiter au lieu-dit « Les Petits Boschiaux » à Penguily, un élevage porcin ;
- VU la demande présentée le 19 septembre 2018 par le GAEC DES BOSCHIAUX représenté par René et Michel LUCAS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Boschiaux » à Penguily, en vue d'effectuer à Penguily au lieu-dit « Les Petits Boschiaux » ;
- la réduction de l'effectif porcin pour un effectif de 3148 emplacements (porcs de + de 30 kg), la construction d'un bâtiment engraissement, l'extension de la fumière et la mise à jour du plan d'épandage commun aux sites de "la Ville Gicquel et La Huannière" ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 29 janvier 2019 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - Le GAEC DES BOSCHIAUX, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Les Boschiaux» sur la commune de PENGUILY est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la même commune au lieu dit « Les Petits Boschiaux », un élevage porcin dont la capacité maximale est de **3148 emplacements** pour les porcs en production de plus de 30 kg.

## 1.2. - Nature des installations :

### 1.2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
<b>3660</b>	<b>b)</b>	<b>A</b>	Elevage intensif de porcs	Emplacement pour les porcs de production de plus de 30 kg	Nombre total d'emplacements	<b>&gt; 2000</b>	<b>1 place = 1 emplacement</b>	<b>3148</b>	<b>Emplacements</b>
<b>2102</b>	<b>1</b>	<b>A</b>	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Classé au titre de la rubrique n°3660	/	/	/	/
<b>2780</b>	<b>1c</b>	<b>D</b>	Installations de compostage	Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation	Quantité de matières traitées par jour	<b>&gt; 3 et &lt; 30 t/j</b>	/	<b>6,74</b>	<b>t/j</b>

*A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)*

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	3660	6.6 b)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcins" de février 2017.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

### 1.2.2 - Situation de l'établissement :

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Sections	Parcelles
PENGUILY	ZA	26 et 169

### 1.2.3. Effectifs autorisés :

Type de production	Emplacements	Effectif maximum en présence simultanée	Production annuelle
Porcs charcutiers (>30kg)	3148	3148	9444

### 1.2.4. Conformité au dossier de demande d'autorisation :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

## Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 sont modifiées comme suit :

### « 2.1. - Alimentation biphase :

2.1.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.1.2. - Le pétitionnaire doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,.....) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

### 2.2. - Sécurité :

2.2.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.2.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

2.2.4 - A défaut de disposer de moyens suffisants de lutte contre l'incendie implantés à moins de 200 m au plus du risque ou d'un avis favorable des services d'incendie et de secours sur les moyens alternatifs de lutte contre l'incendie proposés par l'exploitant, celui-ci devra mettre en œuvre une réserve d'au moins 460 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction d'un sinistre dans un délai de 6 mois. »

## Article 3 : Prescriptions particulières concernant la litière de sciure accumulée en couche fine

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 sont modifiées comme suit :

« 3.1 - La litière de sciure accumulée, utilisée pour les 2764 emplacements de porcs en production de plus de 30 kg ainsi que les 1896 places de post sevrage du site « La Huannière », devra être employée à quantité totale de sciure équivalent de 25 à 35 kg de matière sèche par porc charcutiers produit, dont 80 % au moins seront apportés à la mise en place des animaux et le reste en fonction de l'état de la litière afin de la maintenir relativement propre et sèche.

Les bâtiments doivent posséder une ventilation régulée et être suffisamment isolé et/ou posséder un système de chauffage afin de maintenir une ambiance relativement chaude au-dessus de la litière et éviter les pertes de chaleur vers le sol. Les cases devront avoir une forme carrée plutôt que rectangulaire avec un minimum de 0,5 à 0,6 m<sup>2</sup> par animal en post sevrage et 1,2 à 1,3 m<sup>2</sup> par porc charcutier.

En règle générale, les caractéristiques du bâtiment devront permettre le maintien d'une bonne litière.

L'évacuation de la litière de sciure accumulée produite (fumier) a lieu en fin d'engraissement, suivie du lavage et de la désinfection des locaux.

### 3.2 - Flux de pollution relatifs à la litière de sciure accumulée :



Litières	Flux annuel
N total	10 881 kg
tonnage	<b>2506 tonnes</b>

### 3.3 - Autosurveillance

#### 3.3.1 - Suivi :

Toutes les opérations effectuées relatives à la conduite de la litière seront consignées sur un cahier d'exploitation avec au minimum :

- Date d'entrée des animaux
- nombre d'animaux.
- quantité de sciure utilisée (à la mise en place et total), origine de la sciure et pourcentage de matière sèche.
- date d'évacuation de la litière produite et quantité.
- date des prélèvements et résultats des analyses effectuées.

Toute dégradation susceptible d'entraîner une perturbation de la conduite de la litière devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

L'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à une analyse du taux de matières sèche sur les trois premières litières produites.

Ensuite, si les résultats sont satisfaisants, il sera procédé annuellement à l'analyse de la MS d'une litière produite.

Les prélèvements devront être représentatifs de la litière.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les prélèvements et échantillonnages seront effectués suivant le protocole décrit par ce laboratoire.

Les résultats seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur. »

### **Article 4 : Mise en place de la litière bio maîtrisée**

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 sont modifiées comme suit :

« L'élevage sur litière sera mis en place dès la mise en service des bâtiments. »

### **Article 5 : Prescriptions complémentaires concernant le compostage**

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 sont modifiées comme suit :

« L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

**2460 tonnes** de fumier de sciure de porcs seront compostées annuellement soit 10580 unités d'azote.

5.1 : - Installation de compostage.

5.1.1. Plate-forme de compostage.

L'exploitant dispose d'une plate-forme étanche couverte (hangar) d'une surface totale de 1140 m<sup>2</sup> offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois.

Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

5.1.2. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet et couvert si nécessaire.

5.1.3. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

5.1.4. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

5.1.5. l'unité de compostage devra être fonctionnelle dès la production de fumier à composter.

## 5.2. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

5.3. Le procès doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines. L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement en prenant soin de bien mesurer le milieu de l'andain en plusieurs endroits.

5.4. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage (fumier)
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement)
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température)
- les dates des retournements
- la date de l'entrée en maturation.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

## 5.5 - Autosurveillance : bilan matière

Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de compostage, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- un bilan du tonnage du compost produit.
- une analyse des composts (M.S., M.O.T., NK, Pt, K<sub>2</sub>O, rapport C/N). Les prélèvements de compost seront réalisés avant envoi enlèvement.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

Si les résultats sont satisfaisants, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués une fois par an. Les autres paramètres restent inchangés.

Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

## 5.6. Utilisation du compost.

Une convention est établie avec une société qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 1627 tonnes de compost par an soit 10580 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- les obligations de l'éleveur
- les conditions de reprise
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,

- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation le cas échéant
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination )

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqué, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits. »

#### **Article 6 :**

Les articles 4 et 7 et 12 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 sont supprimés.

Les articles 8, 9 et 10 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 restent inchangés.

#### **Article 7 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Pengilly pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Pengilly pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

#### **Article 8 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens accessible par le site: [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 9 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Pengilly et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

**- 4 FEV. 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

Béatrice Obara